Le Droit des Patients

Introduction :

- Loi du **4 mars 2002** : loi dite de **droits des patients** ou de **démocratie sanitaire**
- Met **fin** au **paternalisme médical**
- A été rendue nécessaire par les **scandales sanitaires** et les **progrès** médicaux
- Lois sonnant **droit à l'information** et rendant obligatoire le **consentement** aux soins

Parmi les droits acquis, on distingue :

- Les **droits fondamentaux des personnes**
- Les **droits spécifiques de l'utilisateur** du système de santé

Droits fondamentaux des personnes			- Protège l'intérêt privé des patients, est le garant de leur vie privée - Facilite également la pratique médicale, en permettant au médecin de rentrer dans l'intimité des personnes quand c'est nécessaire pour leur prise en charge - Couvre l'ensemble des informations à caractère personnel concernant un patient venu à la connaissance d'un professionnel du système de santé, que les informations lui aient été confiées, rapportées ou comprises - Général et absolu, ne pouvant souffrir d'aucune exception (sauf celles prévues par la loi) - Les informations ne peuvent être délivrées, pas même par le patient lui-même - S'étend même après le décès du patient - S'impose à tous les professionnels intervenant dans le système de santé

Textes imposant le secret médical :

- Code pénal
- Code de la santé publique

Textes le reprenant comme principe fondamental :

- Code de la déontologie médicale
- Code de l'action sociale et de la famille
- Décret du 16 février 1993, relatif aux règles professionnelles des infirmiers inscrits dans le code de la santé publique

Droits fondamentaux des personnes			<p>Respect de la confidentialité : le secret professionnel</p>
--	--	--	---

Dérogations obligatoires :

- Liées à l'**état civil** : certificats de naissance ou de décès
- Dites de **santé publique** : déclarations anonymes des maladies à déclarations obligatoires
- Certificats **d'hospitalisation sans consentement** en santé mentale
- Certificats dans le cadre de la **protection sociale** : certificats d'accident de travail, de maladie professionnelle, certificats pour l'obtention de pension militaire
- Déclarations concernant la **protection sanitaire** : certificats de vaccination pour les vaccins obligatoires, certificats de santé pour les enfants, déclarations de grossesse

Déclarations possibles :

Droits fondamentaux des personnes			Dérogations légales - Révélation d'un pronostic ou d'un diagnostic à la famille : si elle peut apporter une aide et que le patient ne s'y est pas opposé - Révélation d'informations aux ayants droits d'une personne décédée : si demande légitime et que la personne ne s'y est pas opposée de son vivant - Ouverture d'un régime de protection des incapables majeurs - Signalements administratifs, judiciaires ou médicaux : concerne : ▪ Les cas de sévices ou des privations sur des mineurs de moins de 15 ans ou personnes vulnérables ▪ Victime potentielle d'une agression sexuelle, avec son accord ▪ Personne potentiellement dangereuse, possédant une arme

Dérogation au bénéfice de la Justice :

- Le professionnel de santé peut être **sollicité par la Justice** :
 - Certificats médicaux rédigés sur réquisition judiciaire après agression
 - Examens médicaux de personnes en garde à vue
 - Expertises médicales réalisées à la demande d'un juge
 - Témoignage ou déposition (cantonné aux informations minimales nécessaires à éclairer la Justice)

Loi du 4 mars 2002 réaffirme la **primauté du droit à la protection de la santé**. Ce droit la protection passe par le développement des actions de prévention, en garantissant l'égal accès à des soins adaptés, la continuité des soins et la meilleure sécurité sanitaire possible.

Droit à la prévention

- L'**état** affirme sa **responsabilité** en matière de santé publique
- Des **actions prioritaires** ont été proposées afin d'améliorer l'état de santé de la population, en fixant des orientations stratégiques ciblant la lutte contre :
 - Le cancer et les consommations à risque
 - Les violences
 - Les impacts de l'environnement sur la santé
 - La qualité de vie des personnes atteintes de maladies chroniques
 - Prise en charge des maladies rares

Droit d'égal accès à des soins de qualité

- Signifie la **non-discrimination** lors des parcours de soins
- Tout patient a droit de recevoir des soins de **qualité**, appropriés et d'efficacité reconnue
- Signifie également le droit du malade du **libre choix de son praticien** et de son établissement de santé

Droit à la sécurité sanitaire

- **Sécurité sanitaire** : sécurité des personnes contre les risques thérapeutiques de toute nature, liés aux choix thérapeutiques, aux actes de prévention, de diagnostics ou de soins, à l'usage de produits et des biens de santé et aux interventions et décisions des autorités sanitaires
- Toute activité de soin comporte des **risques**
- **Evaluation de la balance bénéfique/risque**, qui devra **guider** le professionnel quand il propose une intervention au patient
- **Agences sanitaires** ont été créées pour assurer et évaluer la sécurité sanitaire. Elles sont sous la tutelle du Ministère chargé de la Santé :

HAS	Haute Autorité de Santé
ANSM	Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé
ANSES	Agence Nationale de sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'environnement et du Travail
EFS	Etablissement Français du Sang
ABM	Agence de la Biomédecine
INCa	Institut National du Cancer
Inpes	Institut National de prévention et d'éducation pour la santé
IRSN	Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire
InVS	Institut National de Veille Sanitaire
EPRUS	Etablissement de Préparation et de Réponse aux Urgences Sanitaires

Droit à la prise en charge de la douleur et droit aux soins palliatifs

- Obligation **déontologique** et **légale**
- Prise en charge de la douleur est un **droit fondamental** de tout patient, afin de garantir le respect de sa dignité
- **Soins palliatifs** : soins actifs et continus pratiqués par une équipe interdisciplinaire, en institution ou à domicile, visant à soulager la douleur, apaiser la souffrance physique, sauvegarder la dignité et soutenir l'entourage
- Les soins palliatifs ont été **inscrits** parmi les **droits** des patients par une loi de 2009

Droit des patients en fin de vie

- Loi vise à **respecter les droits et la dignité** de la personne en fin de vie en proscrivant l'obstination déraisonnable et en permettant, sous conditions, la limitation ou l'arrêt des traitements
- Le malade a la possibilité de **rédiger des directives anticipées** au cas où elle serait hors d'état d'exprimer sa volonté
- Les directives anticipées rédigées **guideront** l'équipe soignante
- A défaut, c'est la **personne de confiance** qui sera consultée

Droits des usagers du système de santé	Droit à l'information	<ul style="list-style-type: none"> - Inscrit dans le Code de la Santé publique depuis le 4 mars 2002 - Témoigne d'une évolution de la relation médecin-malade, où le patient devient acteur - Information du patient incombe à tout professionnel de santé. Elle est délivrée lors d'un entretien individuel - Information du patient doit porter sur son état de santé, différents examens complémentaires ou différents traitements et les risques fréquents ou graves normalement prévisibles, et sur les frais inhérents aux soins - La charge de la preuve que l'information a bien été délivrée incombe au médecin et pourra être apportée par tout moyen
		<p>Déroghations à l'obligation d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En cas d'urgence, quand le patient n'est pas en mesure de recevoir l'information - Quand le patient lui-même souhaite rester dans l'ignorance de son diagnostic sauf quand des tiers sont exposés à des risques de transmission
		<p>Qualité de l'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elle doit être loyale, claire et appropriée sur son état, les investigations et les soins proposés - Le médecin doit s'assurer que l'information a bien été comprise - Lorsqu'il s'agit de mineurs ou de majeurs sous tutelle, elle est délivrée aux représentants de l'autorité parentale ou aux tuteurs. On dispense néanmoins l'information aux mineurs/majeurs sous tutelle en adaptant le langage
	Obligation de recueil de consentement	<ul style="list-style-type: none"> - Le patient peut prendre une part active dans sa prise en charge, d'accepter ou de refuser l'option thérapeutique - Quel que soit la décision du patient, elle doit être respectée par le professionnel de santé, après qu'il est bien été informé des conséquences possibles de son choix - En cas d'urgence, on consultera la famille ou la personne de confiance, un proche.
	Désignation d'une personne de confiance	<ul style="list-style-type: none"> - Le patient peut désigner une personne de confiance - Elle sera destinataire de l'information médicale si le patient est hors d'état de la recevoir - Peut accompagner le patient lors des consultations médicales pour aider dans les prises de décision
Droit d'accès direct à son dossier médical	<ul style="list-style-type: none"> - Depuis la loi du 4 mars 2002, le patient a un droit d'accès aux informations médicales concernant sa santé à l'exception des informations communiquées par des tiers ou concernant des tiers - Cet accès peut être direct ou se faire par l'intermédiaire d'un médecin désigné par le patient, notamment dans le cas d'hospitalisation psychiatrique. Un intermédiaire peut également être mandaté quand la communication directe du dossier fait courir un risque au malade - Délai de transmission est de 8 jours ou 2 mois pour les dossiers de plus de 5 ans (ou en cas d'hospitalisation sous contrainte) 	
Charte de la personne hospitalisée	<ul style="list-style-type: none"> - Personne hospitalisée : personne fréquentant un établissement de santé, qu'elle soit prise en charge pour une hospitalisation, une urgence, ou en consultation - Réactualisée en 2006, rappelle les 11 droits fondamentaux des personnes hospitalisées que les établissements se sont engagés à respecter : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Libre choix de la personne, droit de refus des soins ▪ Qualité de l'accueil, des traitements et des soins ▪ Information de la personne, sa participation à sa prise en charge, droit à désigner une personne de confiance ▪ Consentement aux soins, droit de rédiger des directives anticipées ▪ Respect des croyances ▪ Respect de l'intimité, de la vie privée, de la confidentialité ▪ L'accès aux informations le concernant ▪ L'existence d'une Commission de relations avec les usagers - N'a pas de force contraignante à elle seule - Disponible dans son intégralité dans le livret d'accueil et est affichée dans les établissements 	